



Comité Social d'Administration Local

28 octobre 2026

Déclaration liminaire CGT

Monsieur le Président,

La flambée des cours du pétrole depuis le début de l'année 2026 va probablement s'accroître avec l'extension de la guerre déclenchée par les États-Unis contre l'Iran qui s'étend désormais au Yémen et à l'Arabie Saoudite. Elle impactera encore davantage sur les budgets des travailleurs à l'échelle mondiale.

En parallèle les attaques contre les travailleurs continuent dans l'Union européenne avec le projet du 28^e régime qui souhaite instaurer un statut juridique d'entreprise unique, optionnel et harmonisé, mais qui aura aussi pour effet un dumping social intra-européen en permettant aux sociétés résidentes en France de s'immatriculer dans un pays où les droits des travailleurs sont bien plus faibles.

En France, depuis plus d'un mois, la mobilisation historique de la jeunesse (lycéens et étudiants) pour dénoncer le manque de moyens et d'enseignants, des plannings surchargés, Parcoursup et le manque de places dans les études supérieures, a réuni des centaines de milliers de personnes y compris des travailleurs des secteurs public et privés. En outre, les blocages de plusieurs centaines d'établissements du secondaire et de plusieurs dizaines d'universités ont montré l'étendue de la colère de la jeunesse, conséquences des politiques d'Emmanuel Macron et de ses prédécesseurs.

Le projet de budget pour 2027 est régressif dans tous les domaines, sauf pour les dépenses militaires et policières.

Ces dernières sont réalisées à dessein pour s'offrir le soutien des forces de sécurité chargées de mener une répression des mouvements sociaux et de la jeunesse à travers l'utilisation massive des gardes à vue, de nasses, de gaz lacrymogène et de matériels de guerre aux effets mutilants contre des rassemblements pacifiques.

Les déclarations incendiaires du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur favorisent également les violences policières et montrent tout le mépris du gouvernement face à des revendications légitimes. Ainsi ils poursuivent les politiques de Macron et confirment l'abandon de l'école publique.

La CGT rappelle son soutien aux revendications des lycéens et des étudiants, et appelle toute la population à se joindre à leurs mobilisations.

Face au nouvel attentat raciste du 23 octobre, à Trappes et à La Verrière, ayant tué un homme et blessé grièvement cinq personnes, la CGT rappelle son engagement contre le racisme et les violences d'extrême droite.

Depuis des années, des responsables politiques, aidés par des médias qui leur offrent une tribune permanente, contribuent à installer un climat de suspicion et d'hostilité à l'égard d'une partie de la population de notre pays. Désigner sans cesse une partie de la population comme une menace, nourrit la haine et favorise les violences. Ainsi, entre 2017 et 2024, les actes racistes sont passés selon le ministère de l'Intérieur de 9 000 à plus de 16 000 avec un doublement des crimes et délits,

de 4 800 à 9 350. Personne ne devrait craindre pour sa vie à cause de sa couleur de peau, de son origine ou de sa religion, réelle ou supposée. La haine raciste tue toujours. Sa banalisation engage les responsabilités politiques et notre responsabilité collective.

Dans la fonction publique le gel du point d'indice et les économies budgétaires annoncées doivent être combattues pied à pied !

La CGT appelle à manifester à Lyon le 31 octobre prochain contre l'austérité, pour des moyens aux services publics, aux côtés des lycéens et des étudiants !

Le 5 novembre prochain, un appel à la grève intersyndicale et interprofessionnelle invite tous les travailleurs du public et du privé à se mobiliser et à manifester dans la rue. La CGT appelle à la généralisation de la grève et réclame une hausse des salaires, des moyens pour les services publics, la protection de l'industrie et de ses emplois et une véritable répartition des richesses !

À la DGFIP, ces coupes se traduisent depuis des années par des suppressions massives d'emploi et des restructurations annoncées, comme le NRP2, visant à réduire une nouvelle fois le réseau des services de proximité de pleine compétence.

Ces attaques ont en outre pour conséquence une hausse de la souffrance au travail qui se traduit malheureusement par de nombreux suicides.

Nous tenons à rendre hommage à notre collègue dont le corps a été découvert sur son lieu de travail, le 9 octobre dernier, qui s'ajoute à une longue liste dramatique. Dans ce cas, nous rappelons que l'imputabilité au service est présumée et que la DG ne peut se soustraire à ses responsabilités face à la souffrance des agents qui doit être entendue !

Face à cette souffrance, nous attendons un véritable changement de cap dans nos directions, et nous dénonçons le management toxique qui y sévit.

À la DRFIP du Rhône, ces problèmes sont soulevés régulièrement dans les instances et les retours des agents dans les services sont inquiétants ! Le déni de la direction sur les burn-out, la pression hiérarchique très forte, n'est plus acceptable !

Sur le point à l'ordre du jour : Organisation de la DRFIP, la CGT dénonce le délai d'information des organisations syndicales, convoquées à une instance seulement trois jours avant la mise en œuvre de la restructuration de la direction au 1^{er} novembre !

Par ailleurs, les agents des divisions et services concernés par ces énièmes fusions, éclatements, ont été eux-mêmes informés très tardivement, et aucune démarche de prévention des risques psycho-sociaux n'a été initiée.

Nous rappelons ainsi que les actuelles divisions du contrôle fiscal, du recouvrement offensif et des amendes, du pilotage du réseau fiscal et des missions foncières ont subi entre 3 et 4 réorganisations, ou plutôt des désorganisations ces dernières années, qui n'ont absolument pas amélioré les conditions de travail et les missions des agents concernés.